



LES JEUNES
IHEDN

[EN CLAIR]

QUAND L'OTAN INTÈGRE LE CLIMAT DANS SA PENSÉE STRATÉGIQUE

VISITE DU CECCS À MONTRÉAL



Par Flavien BERWICK & Thelma RUBINO

Ce texte n'engage que la responsabilité des auteurs. Les idées ou opinions émises ne peuvent en aucun cas être considérées comme l'expression d'une position officielle de l'association Les Jeunes IHEDN.

À PROPOS DE L'ARTICLE

Le 1er mai 2026, la délégation internationale des Jeunes IHEDN au Canada a été reçue à Montréal par le chef d'État-Major et le chef de la division Recherche du Centre d'excellence OTAN pour le changement climatique et la sécurité (CECCS ; en anglais *CCASCOE, Climate Change and Security Centre of Excellence*).

Plus récent des Centres d'excellence accrédités par l'Alliance, le CECCS porte une mission inédite : faire entrer la dimension climatique dans la pensée stratégique et opérationnelle de l'OTAN. Retour sur deux heures d'échanges, à la croisée de la science, de la diplomatie et des opérations militaires.

À PROPOS DES AUTEURS



Flavien Berwick est conseiller technique spécialisé dans le secteur défense, ingénieur et auteur en technologies de l'information. Il a rejoint la délégation internationale Canada des Jeunes IHEDN en 2024 et en devient le délégué adjoint début 2025.



Thelma Rubino est étudiante en troisième année d'histoire et souhaite poursuivre vers un master en géostratégie, un domaine qui la passionne particulièrement. Engagée sur les questions internationales et de défense, elle a rejoint le comité Canada des Jeunes IHEDN début 2026.

Alors que le passage au nord-ouest du Canada fond et que l'arctique se réchauffe 4 fois plus vite que le reste du monde, les pays de l'Alliance financent la défense de la souveraineté de cette région pendant que la Chine et la Russie attendent patiemment qu'ils s'élargissent.

Le 1er mai 2026, une délégation des Jeunes IHEDN Canada a été reçue à Montréal par le chef d'État-Major et le chef de la division Recherche du Centre d'excellence OTAN pour le changement climatique et la sécurité (CECCS ; en anglais CCASCOE, *Climate Change and Security Centre of Excellence*).

Plus récent des Centres d'excellence accrédités par l'Alliance, le CECCS porte une mission inédite : faire entrer la dimension climatique dans la pensée stratégique et opérationnelle de l'OTAN. Retour sur deux heures d'échanges, à la croisée de la science, de la diplomatie et des opérations militaires.

Un nouveau centre d'expertise OTAN ancré à Montréal

Le CECCS appartient au réseau des Centres d'excellence (*Centers of Expertise*, ou COE) de l'OTAN, qui compte aujourd'hui environ 30 experts répartis dans les pays alliés. Conçus comme des « carrefours d'expertise » au service des nations et des structures de l'Alliance, ces centres ne relèvent pas directement de la chaîne de commandement OTAN : ils sont financés et armés par les nations volontaires, mais accrédités par le Commandement allié Transformation (ACT), basé à Norfolk, en Virginie. Le CECCS est, avec le Centre d'excellence pour les opérations interarmées multinationales menées à partir de la mer (CJOS) de Norfolk, l'un des deux seuls centres présents en Amérique du Nord.

Le parcours institutionnel du Centre est récent. Annoncé par le Premier ministre canadien lors du sommet de l'OTAN à Bruxelles en 2021, son installation à Montréal a été confirmée à Madrid en 2022, puis formalisée par la signature d'un protocole d'entente (*Memorandum of Understanding*) au sommet de Vilnius en

juillet 2023. Le Centre a ouvert ses portes à l'automne 2023, a été audité par une équipe d'ACT en février 2024, puis officiellement accrédité par décret en mai 2024.

Sa structure est similaire à celle des autres COE : une nation-cadre - le Canada - apporte environ la moitié des ressources, entourée de onze nations contributrices : Allemagne, Danemark, France, Grèce, Italie, Lettonie, Luxembourg, Norvège, Roumanie, Royaume-Uni et Turquie. Les États-Unis, fait notable, n'en sont pas membres. L'effectif rassemble une trentaine de personnes - fonctionnaires canadiens, chercheurs des laboratoires de la Défense, civils et militaires détachés par leur ministère des Affaires étrangères ou leur armée - auxquels s'ajoutent neuf chercheurs invités (*fellows*) sélectionnés cette année sur plus de deux cents candidatures. Au sein du dispositif OTAN, le CECCS travaille en partenariat avec la *NATO Science and Technology Organization (STO)*, le *Strategic Allied Command (SACT)* et l'*Allied Command Operations (ACO)*.

Même si le CECCS est avant tout un hub réunissant plusieurs pays membres autour des enjeux climatiques et sécuritaires, il est intéressant de souligner la place qu'occupe la collaboration franco-canadienne. Le Canada apporte son expérience des régions nordiques et de l'Arctique, devenues de plus en plus importantes avec le réchauffement climatique. De son côté, la France participe grâce à son expérience militaire et son implication dans les opérations de l'OTAN. Cependant, il faut rappeler que les collaborations les plus importantes au sein du CECCS restent celles développées avec l'Allemagne, qui fait partie des principaux partenaires européens. Ce centre reste néanmoins un véritable brassage d'expertises réunissant des représentants de nombreux pays. Certains postes ne sont d'ailleurs pas encore occupés par des États membres, ce qui montre que les possibilités de coopération restent encore importantes pour les années à venir.

Quatre missions, un objectif : maintenir la cohésion de l'Alliance

Le mandat du Centre s'organise autour de quatre piliers, qui structurent l'ensemble de ses activités :

1. **générer et diffuser de la connaissance** à l'intersection entre climat et sécurité ;
2. **conseiller les nations alliées et les structures OTAN**, notamment via les *Requests for Support* - questions formelles adressées par une nation membre dans le domaine d'expertise du Centre ; les nations non-membres, dont les États-Unis, peuvent également solliciter le CECCS contre contribution ;
3. **soutenir la formation et le renforcement des capacités** (*capacity building, education and training*) ;
4. **animer des partenariats stratégiques** : conférences, réunions inter-COE, communication publique.

Le Centre s'inscrit dans le sillage du Plan d'action OTAN sur le changement climatique et la sécurité, adopté en 2021, actualisé en 2024 et dont la prochaine itération est en préparation - le CECCS y contribuant directement. Quatre chercheurs internes, encadrés par leur chef, valident les publications scientifiques du Centre, qui collabore régulièrement avec des experts extérieurs : un récent rapport a ainsi mobilisé une trentaine de contributeurs externes, ouverts aux chercheurs comme aux personnalités du secteur.

Côté événementiel, le rendez-vous phare est le *Montréal Climate Security Summit*, organisé chaque automne avec l'Institut de la Conférence des associations de la défense (CAD). L'édition 2025 a réuni 250 participants, 5 intervenants, 5 keynotes et 20 sessions de travail, faisant de Montréal une plateforme reconnue du

dialogue climat-sécurité au sein de l'Alliance et au-delà. Un programme de compagnonnage (*fellowship*) de 6 à 12 mois complète le dispositif, en accueillant des contributions libres de chercheurs sur les sujets prioritaires du Centre.

Le climat : des effets très concrets sur les opérations

L'apport le plus marquant de la rencontre tient dans sa traduction en problématiques opérationnelles, parfois inattendues, de phénomènes climatiques que l'on classe souvent dans le registre de l'environnement. Le climat, rappellent les responsables du Centre, est avant tout un multiplicateur des menaces. C'est un facteur qui amplifie les conflits existants et en fait émerger de nouveaux. Trois grandes lignes de travail s'en dégagent.

Adaptation opérationnelle

Les exemples ne manquent pas ! Le réchauffement de l'eau dégrade la propagation acoustique et donc la performance des sonars de bâtiments de surface. Une frégate a déjà dû interrompre sa mission, l'eau de mer ne permettant plus de refroidir suffisamment ses moteurs. En zone chaude - en Irak par exemple - certains aéronefs voient leur charge utile réduite, voire leur capacité de décollage compromise.

Les liaisons sol-satellite sont affectées, et la couverture historique des satellites GPS reste faible aux très hautes latitudes, ces voies n'ayant longtemps présenté aucun intérêt navigable. Plus en aval, les feux de forêt - dont la fréquence et l'intensité augmentent au Canada, en France, en Grèce, en Italie ou en Turquie - saturent les armées en missions de soutien aux populations civiles : les Forces armées canadiennes estiment ainsi avoir perdu l'équivalent d'une année de disponibilité opérationnelle ces dernières années.

Les infrastructures portuaires, les hangars d'aéronefs et les réseaux de communication subissent quant à eux les tempêtes, ouragans et tempêtes de

sable. La question que se posent les armées est désormais celle-ci : « dans telle région, à tel horizon, quel sera l'impact ? »

Atténuation et sécurité énergétique.

La décarbonation du secteur de la défense ne se résume pas à un objectif climatique : elle est aussi un enjeu de sécurité énergétique, c'est-à-dire de non-dépendance à une source unique d'approvisionnement. L'hybridation des plateformes présente à cet égard un double intérêt : autonomie accrue et réduction de la signature thermique dans des situation d'immobilité (ex. un char d'assaut stationnaire qui attend un ordre).

Mais les solutions techniques se heurtent à des contraintes lourdes : les biocarburants imposent des arbitrages avec les usages alimentaires des terres agricoles ; le carburant aviation durable (SAF) progresse lentement (de l'ordre d'un point d'incorporation par an), buttant sur les mêmes tensions ; les flottes anciennes - pensons aux avions des années 1970 toujours en service - supportent mal ces nouveaux carburants, qui modifient leur signature thermique. L'argument de la densité énergétique, souvent avancé contre l'électrification, est par ailleurs jugé surévalué par les experts du Centre.

Risques géopolitiques connexes.

Le climat redessine également la carte des compétitions stratégiques. L'ouverture progressive de voies maritimes en Arctique attire des investissements étrangers dans les infrastructures portuaires : le Canada réfléchit, à l'instar d'autres alliés ayant constaté l'emprise prise sur certains ports européens, à encadrer voire interdire certains rachats sensibles. La raréfaction des ressources et l'apparition de zones inhabitables alimentent les déplacements de populations et les tensions régionales.

Enfin, la désinformation cible particulièrement les populations vulnérables aux changements climatiques, dont la vulnérabilité s'en trouve renforcée - un enjeu où la communication et le cadre légal prennent une place croissante.

Cap sur l'Arctique : le grand chantier 2026

Le projet phare du moment est le *High North and Arctic Climate-Security Assessment* 2026, rapport conduit par le CECCS en lien avec plusieurs autres Centres d'excellence. La région concentre tous les enjeux : le réchauffement y progresse environ quatre fois plus rapidement que la moyenne mondiale, ouvrant de nouvelles voies navigables qu'il faut sécuriser, exposant des ressources convoitées et déstabilisant des équilibres stratégiques anciens. Les marqueurs concrets sont, entre autres, la hauteur de la banquise et la fenêtre temporelle d'ouverture des voies, deux indicateurs désormais suivis de près. La concentration des trafics sur un nombre réduit de couloirs accroît, mécaniquement, le risque d'accident.

Autour de ce rapport gravitent plusieurs autres chantiers structurants : un projet régional Arctique multi-COE ; le développement d'un concept opérationnel OTAN sur les questions climat-sécurité (NATO CCS *Operational Concept*) ; des ateliers Sentinel d'analyse de données ; des wargames consacrés au Sahel et à l'Arctique ; et bien sûr le Sommet de Montréal, dont la prochaine édition s'annonce. Les standards développés par le Centre alimenteront, à terme, les exigences d'interopérabilité de l'Alliance - un enjeu dont les directions générales d'armement, dont la DGA française, sont déjà des consommatrices attentives.

Alors que les termes autour des préoccupations environnementales figurent sur la liste des termes désormais bannis de l'administration américaine, comment maintenir une coopération scientifique fluide avec tous les partenaires ? Le Centre y répond en rappelant que les événements climatiques extrêmes, en nombre croissant, ont des conséquences concrètes sur les opérations militaires.

Comment les Jeunes IHEDN peuvent contribuer

Si le programme de *fellowship* du CECCS n'est pas ouvert à la majorité des profils au sein des Jeunes IHEDN, plusieurs pistes concrètes d'engagement sont ressorties des échanges :

1. **Mobiliser nos réseaux d'experts** : signaler au Centre des chercheurs ayant publié sur les sujets climat-sécurité ;
2. **Faire remonter des cas d'usage précis** d'impacts climatiques sur les opérations, les infrastructures ou les capacités, dont nous aurions connaissance dans nos environnements professionnels respectifs ;
3. **Solliciter des entretiens d'experts** au sein de nos organisations, notamment auprès de spécialistes militaires de l'environnement qui peuvent être sollicités pour le podcast du Centre ;
4. **Relayer les travaux et événements du CECCS** - au premier rang desquels le Sommet annuel de Montréal - au sein de nos communautés respectives.

Si vous êtes intéressé pour contribuer en tant que membre de l'association, veuillez contacter les Jeunes IHEDN Canada pour une mise en relation avec le centre.



publication@jeunes-ihedn.org